



NATIONS
UNIES

A



**Conférence mondiale de la Décennie
des Nations Unies pour la femme :**

Egalité, développement et paix

**Copenhague, Danemark
14-30 juillet 1980**

UN LIBRARY

SEP 24 1980

Distr.
GENERALE

A/CONF.94/33
24 juillet 1980

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Lettre, datée du 21 juillet 1980, adressée à la Présidente
de la Conférence par le chef de la délégation turque

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer, en tant que document de la Conférence, le texte de la lettre ci-jointe qui vous est adressée.

(Signé) Behiç HAZAR

Ambassadeur,
Chef de la délégation turque

Lefkoşa, le 7 juillet 1980

Madame la Présidente de la Conférence mondiale
de la Décennie des Nations Unies
pour la femme
Copenhague
Danemark

Madame la Présidente,

J'ai récemment appris qu'une délégation de Chypriotes grecs prétendant représenter la République de Chypre assisterait à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui se tiendra à Copenhague du 14 au 30 juillet 1980.

A ce propos, je voudrais appeler brièvement votre attention sur les faits suivants :

1. La population de Chypre se compose de deux communautés, à savoir les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs, entre lesquelles il existe de nombreuses différences de tous ordres - historique, racial, culturel, religieux et linguistique.

2. Après plusieurs années de souffrances et de massacres perpétrés dans l'île par les Chypriotes grecs, pendant leur campagne en faveur de l'Enosis (l'Union avec la Grèce), et à l'issue de longues négociations, les deux communautés sont convenues d'instituer en 1960 une République de Chypre binationale dotée d'une constitution accordant à chacune des deux parties le statut d'"associé".

3. A la fin de 1963, la Constitution de cette République en association a été unilatéralement abrogée par les Chypriotes grecs qui, après avoir organisé une attaque en règle contre leurs associés chypriotes turcs, ont chassé ces derniers de l'administration et pris leur place. Depuis, cette administration chypriote grecque se présente frauduleusement comme "le Gouvernement de Chypre".

4. Au cours de la période 1963-1974, les Chypriotes grecs, avec l'aide et la complicité de la Grèce, ont foulé aux pieds tous les canons de la moralité et de la justice et les principes universellement acceptés dans le domaine des droits de l'homme, en commettant des atrocités sur la personne d'innocents Chypriotes turcs de tous âges et des deux sexes.

5. Après le complot ourdi contre Makarios en 1974 par les Grecs et les Chypriotes grecs, l'indépendance de Chypre et la sécurité des Chypriotes turcs ont été gravement mises en péril par les agissements des conjurés. C'est alors que la Turquie, l'une des trois puissances garantes prévues par le Traité de garantie, est intervenue en vertu dudit traité pour sauvegarder l'indépendance de la République et assurer la sécurité des Chypriotes turcs.

6. Aujourd'hui, il existe dans l'île deux administrations ethniques - l'administration chypriote turque au nord et l'administration chypriote grecque au sud - dont chacune représente sa propre communauté et exerce sa juridiction sur la région correspondante.

La délégation qui assistera à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, à Copenhague, ne comprend que des Chypriotes grecs et, par conséquent, ne peut en aucune façon représenter Chypre ou l'ensemble des Chypriotes. En outre, il faut s'attendre à ce qu'en l'absence des Chypriotes turcs, les Chypriotes grecs, fidèles à la méthode qu'ils appliquent depuis 1974, tirent parti de cette réunion internationale pour tenter de jeter le discrédit sur l'intégrité, l'honneur et la dignité des Chypriotes turcs et de la Turquie, par le biais d'une propagande malveillante fondée sur une aberrante déformation des faits. Qui plus est, l'exclusion des Chypriotes turcs de réunions internationales comme la Conférence n'a eu d'autre effet, jusqu'ici, que d'encourager les Chypriotes grecs à empêcher que l'on sorte de l'impasse politique. De toute évidence, aussi longtemps qu'il n'y aura pas, au sein des instances internationales, représentation des deux communautés de Chypre dans des conditions d'égalité, les Chypriotes grecs continueront à essayer, non sans succès, de tromper une opinion mondiale mal informée de la question de Chypre, et les négociations en vue d'arriver à une solution équitable et mutuellement acceptée seront vouées à l'échec. Enfin, n'est-ce pas aller à l'encontre de l'esprit et de la lettre du Plan d'action de l'Année internationale de la femme, dont l'objet est de promouvoir "l'égalité, le développement et la paix", que de pratiquer à l'égard des Chypriotes turcs une discrimination servant les intérêts des Chypriotes grecs ?

Veillez agréer, Madame la Présidente, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Oguz R. KORHAN

Président par intérim,
Etat turc fédéré de Kibris